

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MAI 1913.

Projet de loi portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

La plupart des fonctionnaires et des employés de l'ordre administratif ont vu augmenter leur traitement. Seuls les traitements des magistrats n'ont pas reçu les mêmes améliorations. Ceux-ci ne sont plus en rapport avec les ressources que procure l'exercice des professions libérales, et ils sont devenus insuffisants pour faire face aux nécessités de la vie et leur insuffisance apparaît aussi bien au début de la carrière que dans le cours de celle-ci.

C'est par ces raisons que l'exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis justifie les augmentations périodiques et le relèvement des traitements initiaux que le Gouvernement demande à la Chambre de consacrer par son vote.

Le projet augmente de 1000 francs les traitements inférieurs des magistrats des tribunaux de première instance, des conseils de guerre, des justices de paix, des conseillers des cours d'appel et des membres des parquets des cours.

En allouant aux conseillers des cours d'appel désignés pour juger l'appel des décisions rendues par les juges des enfants un supplément de 1,250 fr., on a porté la rémunération de ces conseillers à 250 francs de plus que le traitement des présidents de chambre. Afin de mettre un terme à cette situation anormale, le projet augmente de 1,500 francs les traitements des présidents de chambre.

(1) Projet de loi, n° 92.

(2) La Commission, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Destrée, Neujean, Poncelet, Standaert, Théodor et Versteyleu.

Les traitements des premiers présidents des cours d'appel sont majorés de 1,750 francs.

Les traitements du président du tribunal de première instance à Bruxelles et du procureur du roi, du président de la cour militaire et de l'auditeur général sont augmentés de 1,500 francs.

Les traitements des magistrats de la cour de cassation sont augmentés de 1,750 francs pour les conseillers, et de 2,000 francs pour les autres.

Le projet augmente légèrement les traitements de la plupart des référendaires, de manière à les mettre en harmonie avec ceux des magistrats civils et des greffiers.

Les greffiers en chef des cours de cassation et d'appel et les greffiers de tribunaux de 1^{re} instance et des justices de paix se voient octroyer des augmentations de 500 et de 400 francs.

Le traitement du greffier de la cour militaire est augmenté de 1,000 francs, celui du greffier adjoint de 800 francs. Dans les conseils de guerre les traitements des greffiers de 1^{re} classe sont majorés de 1,000 fr., ceux de 2^e classe de 800 fr. et ceux de 3^e classe de même que les greffiers adjoints de 600 fr.

L'article 2 du projet réduit de cinq à quatre ans la période de temps de service nécessaire pour obtenir les augmentations établies par les lois du 21 juillet 1899, 5 décembre 1903, 11 mai 1910 et 3 mai 1912, en faveur des magistrats, des référendaires et des greffiers.

Toutefois pour les greffiers adjoints de la cour militaire et des tribunaux de 1^{re} instance et de commerce, des greffiers et greffiers adjoints des conseils de guerre et des justices de paix, le projet réduit l'augmentation périodique de 300 à 250 francs.

L'ensemble du projet répond aux vœux déjà maintes fois exprimés par les sections, lors de l'examen du budget de la justice. La commission ne peut donc que féliciter le chef du département de son heureuse initiative. Les augmentations correspondent à 20 p. c. des traitements actuels dans les justices de paix, les conseils de guerre et les tribunaux de 1^{re} instance, de 16 p. c. dans les cours, de 13 p. c. pour les greffiers.

La commission a été saisie de réclamations de certains groupes de magistrats. Quelques-unes de ces réclamations ont été favorablement accueillies et peuvent donner lieu à quelques modifications que la commission propose d'apporter au projet.

Voici le détail des observations préconisées avec la décision de la commission.

On s'est demandé pourquoi le projet fait une différence entre le tribunal de Bruxelles et ceux de Liège, Gand, Anvers et Charleroi, au point de vue du traitement des présidents et des procureurs du roi.

Se base-t-il sur le travail plus considérable ou sur des conditions de vie plus onéreuses?

Si le nombre d'affaires est plus considérable dans la capitale, il y a lieu de remarquer que le président de Bruxelles est remplacé pour le service des

audiences par 9 vice-présidents et qu'en réalité il ne tient que ses audiences de référé. Et en ce qui concerne le chef du parquet on ne saurait perdre de vue qu'il est assisté de seize substituts alors que Liège, Gand, Anvers, Charleroi n'en comptent respectivement que 7, 5, 9, 8.

Quant aux conditions de la vie dans nos grands centres industriels, la vie paraît au moins aussi coûteuse qu'à Bruxelles, et les loyers augmentent de jour en jour.

D'ailleurs, si on admet cette considération, on devrait en bonne logique, appliquer le régime différentiel à tous les magistrats de la capitale.

Une dernière remarque qui, à défaut d'autres, pourrait suffire, c'est que le président du tribunal en province est certainement le premier magistrat et qu'il est tenu, pour la dignité et la considération de la justice, à certains frais de représentation qui ne sont pas exigés du président du tribunal de 1^{re} instance d'une ville où siège une cour d'appel et une cour de cassation.

Les greffiers adjoints de 1^{re} instance demandent à être assimilés aux greffiers au point de vue du relèvement du traitement initial.

Les greffiers de justice de paix invoquent les principes appliqués jusqu'à ce jour, dans la fixation des traitements, pour obtenir une augmentation dans leur traitement initial.

Sous le régime de la loi du 16 février 1807 il était alloué aux greffiers les deux tiers des vacations des juges de paix. En outre, le greffier pouvait procéder aux expertises et aux ventes mobilières.

Lorsque en 1889 on a réorganisé les traitements de l'ordre judiciaire, on a alloué aux greffiers les $\frac{54}{55}$ ou $\frac{5}{5}$ du traitement du juge de paix.

Le projet rompt avec les principes précédemment admis et ne prévoit qu'une augmentation de 400 francs qui n'équivaut ni aux $\frac{2}{3}$ prévus par la loi de 1807, ni aux $\frac{3}{5}$ de la loi de 1889. Cette proportion, à leur point de vue, était adéquate à la situation réelle dans la hiérarchie et correspond aux charges qui grèvent les situations.

Ces considérations ont certes leur importance et militent pour une certaine amélioration en faveur des greffiers. Elles n'ont cependant pas paru concluantes au point de justifier un amendement dans le sens préconisé par les greffiers.

La commission ne peut que soumettre les desiderata de ces magistrats à la bienveillante attention du Ministre.

Il en est autrement des critiques faites à la disposition qui admet les greffiers et greffiers adjoints au bénéfice de la réduction de la durée des périodes, mais réduit ces augmentations de 300 à 250 francs. Cette modification est de nature à présenter des situations défavorables en fait pour certains greffiers, et pendant certaines périodes de leur activité, principalement pour ceux qui comptent un grand nombre d'années de services.

Les exemples cités par les intéressés démontrent le bien-fondé de leurs réclamations.

Régime ancien (1903).		Régime du projet.	
Après dix ans	$2 \times 300 = 600$	Après huit ans	$2 \times 250 = 500$
Après quinze ans	$3 \times 300 = 900$	Après douze ans	$3 \times 250 = 750$
Après vingt ans	$4 \times 300 = 1,200$	Après quinze ans	$3 \times 250 = 750$
Après trente-cinq ans	$7 \times 300 = 2,100$	Après vingt ans	$5 \times 250 = 1,250$
		Après trente-cinq ans	$8 \times 250 = 2,000$

Manifestement l'augmentation de 100 francs qu'ils auront obtenus après quarante ans de service, ne compense pas les retards dans l'augmentation telle qu'elle résulte des dispositions du projet.

Aussi la commission a-t-elle été unanime à proposer le maintien de l'augmentation périodique de 300 francs.

Les greffiers adjoints surnuméraires font observer que seuls, de tous les employés de toutes les administrations, ils n'obtiennent qu'une augmentation bisannuelle de 150 francs.

Lorsque le Ministre de la Justice, lors de la discussion du budget de la justice, justifia cette mesure en alléguant que les greffiers adjoints surnuméraires ont plus d'avancement que les employés des parquets et autres, il ne pouvait viser que la situation dans les grands tribunaux où l'avancement est quelquefois relativement rapide, et où le surnuméraire peut devenir adjoint après une dizaine d'années d'exercice. Il ne serait que juste, dans ces conditions, de leur accorder une augmentation périodique égale à celle accordée aux greffiers adjoints — soit 300 francs tous les quatre ans.

Les greffiers en chef des cours d'appel, se basant sur la situation résultant de la loi du 25 novembre 1887, qui accordait aux greffiers en chef un traitement identique à celui des conseillers, demandent que leur traitement prévu dans le projet soit majoré de 500 francs.

La commission n'a pas voulu les suivre; elle estime qu'une différence de traitement pour le conseiller et le greffier se justifie par les arguments indiqués dans l'exposé des motifs.

Elle est favorable à la demande des greffiers adjoints des cours de cassation et d'appel, de voir supprimer le mot adjoint. Ce n'est, en réalité, qu'une question d'amour-propre.

Amendements présentés par la commission.

ART. 1^{er}.

Au tableau de l'article premier relatif aux tribunaux de première instance, apporter la modification suivante :

	1 ^{re} classe.
Présidents et Procureur du roi. fr.	10,000

ART. 2.

Modifier le second alinea de cet article comme il suit :

Les augmentations périodiques des traitements des greffiers adjoints etc. sont fixées à 300 francs.

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

ART. 1.

De tabel voorkomende in artikel 1, betreffende de rechtbanken van eersten aanleg, te wijzigen als volgt :

	1 ^{ste} klasse.
Voorzitters en Procureur des konings. . . . fr.	10,000

ART. 2.

Het tweede lid van dit artikel aldus te wijzigen :

De periodieke verhoogingen der jaarwedden van de toegevoegde griffiers, enz., worden bepaald op 300 frank.

Le projet ainsi amendé a été adopté à l'unanimité des membres de la Commission.

Le Rapporteur,

ALPH. VERSTEYLEN.

Le Président,

ALPH. HARMIGNIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 Mei 1913.

Ontwerp van wet tot verhooging van de jaarwedden der leden van de rechterlijke orde (¹).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

De jaarwedde van meest al de ambtenaren en bedienden bij de bestuursinstellingen is verhoogd geworden. Slechts die der magistraten werden niet eveneens verbeterd; zij staan niet meer in verhouding tot de winsten, verschaft door de uitoefening van vrije beroepen, en zijn ontoereikend geworden om het hoofd te bieden aan de behoeften des levens; deze ontoereikendheid doet zich voor zoowel bij den aanvang als gedurende de loopbaan.

Met deze redenen staft de Memorie van Toelichting van het ons voorgedragen wetsontwerp de geregelde vermeerderingen en de verhooging van de aanvangswedden, waarvoor de Regeering de instemming der Kamer vraagt.

De laagste jaarwedde van de magistraten in de rechtbanken van eersten aanleg, bij de krijgsraden en de vrederechten, van de raadsheeren in de hoven van beroep en van de leden der parketten bij deze hoven, wordt verhoogd met 1000 frank.

Doordien men aan de raadsheeren in de hoven van beroep, aangesteld om in beroep uitspraak te doen over de vonnissen gewezen door de kinderrechters, een toeslag van 1,250 fr. verleent, bedraagt de bezoldiging van deze raadsheeren 250 frank meer dan de jaarwedde van de kamervoorzitters. Om aan dezen onregelmatigen toestand een eind te maken, verhoogt het ontwerp de jaarwedde der kamervoorzitters met 1,500 frank.

(1) Wetsontwerp, n^o 92.

(2) De Commissie, voorgezeten door den Harmignie, bestond uit de heeren Destrée, Neujean, Poncellet, Standaert, Theodor en Versteylen.

De jaarwedde van de eerste voorzitters der hoven van beroep worden vermeerderd met 1,750 frank.

De jaarwedde van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg te Brussel, van den procureur des konings, van den voorzitter van het krijgsgerechtshof en van den auditeur-generaal, wordt verhoogd met 1,500 frank.

De jaarwedde van de magistraten in het hof van cassatie wordt verhoogd met 1,750 frank voor de raadsheeren en met 2,000 frank voor de overigen.

Naar luid van het ontwerp wordt de jaarwedde van het meerendeel der referendarissen lichtelijk verhoogd, opdat zij zou overeenkomen met die van de burgerlijke magistraten en van de griffiers.

De hoofdgriffiers van het hof van cassatie en van de hoven van beroep, alsmede de griffiers der rechtbanken van eersten aanleg bekomen eene verhooging van 500 en van 400 frank.

De jaarwedde van den griffier van het krijgsgerechtshof wordt verhoogd met 1,000 frank; die van den toegevoegden griffier met 800 frank. Bij de krijgsraden wordt de jaarwedde van de griffiers der 1^e klasse verhoogd met 1,000 frank, van die der 2^e klasse met 800 frank, van die der 3^e klasse en van de toegevoegde griffiers met 600 frank.

Artikel 2 van het ontwerp vermindert van vijf tot vier jaar het vereischte tijdsverloop om in 't genot te treden van de verhoogingen; bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910 en 3 Mei 1912 toegekend aan de magistraten, referendarissen en griffiers.

Voor de toegevoegde griffiers van het krijgsgerechtshof en van de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, voor de griffiers en toegevoegde griffiers der krijgsraden en der vredegerichten wordt echter de periodieke verhooging verminderd van 500 tot 250 frank.

In 't algemeen geeft het ontwerp gevolg aan de wenschen, zoo vaak uitgesproken door de Afdeelingen die de Begrooting van Justitie onderzochten. De Commissie kan dus enkel het hoofd van het Departement gelukwenschen met zijn goed initiatief. De verhoogingen bedragen 20 t. h. van de tegenwoordige jaarwedden bij de vredegerichten, de krijgsraden en de rechtbanken van eersten aanleg, 16 t. h. in de hoven en 13 t. h. voor de griffiers.

Aan de Commissie werden medegedeeld de bezwaren van sommige groepen van magistraten. Enkele dezer bezwaren werden gunstig onthaald en kunnen aanleiding geven tot eenige wijzigingen, welke de Commissie voorstelt in het ontwerp te brengen.

Ziehier de bijzondere opmerkingen en de beslissing, hieromtrent door de Commissie genomen.

Er werd gevraagd waarom het ontwerp een onderscheid maakt tusschen de rechtbank te Brussel en die te Luik, Gent, Antwerpen en Charleroi, wat aangaat de jaarwedde der voorzitters en der procureurs des konings.

Steunt dit op aanzienlijker werk of op grootere duurte der levensmiddelen?

Is het getal zaken in de hoofdstad aanzienlijker, dan valt er evenwel op te merken dat, te Brussel, de voorzitter voor den dienst der zittingen wordt vervangen door 9 ondervoorzitters en eigenlijk slechts zitting in kortgeding houdt. Er mag niet uit het oog worden verloren dat het hoofd van het parket wordt bijgestaan door zestien substituten, terwijl er te Luik, Gent, Antwerpen, Charleroi onderscheidenlijk slechts 7, 5, 9, 8 zijn.

Wat nu de duurte der levensmiddelen in onze groote nijverheidscentrums betreft, schijnen die levensmiddelen er zoo duur te zijn als te Brussel; de huurprijs rijst er gestadig.

Mocht men overigens ingaan op deze bedenking, dan zou men, om logisch te handelen, de verschillende regeling moeten toepassen op al de magistraten in de hoofdstad.

Eene laatste opmerking, welke, zoo er geen andere bestonden, kan volstaan, is, dat de voorzitter der rechtbank in provinciesteden voorzeker de eerste magistraat is en, ten aanzien van de waardigheid en het ontsag van het gerecht, verplicht is tot zekere kosten voor rangophouding, waartoe niet is gehouden de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg in eene stad waar een hof van beroep of een hof van cassatie is gevestigd.

De toegevoegde griffiers der rechtbanken van eersten aanleg vragen dezelfde verhooging van hunne aanvangswedde als die der griffiers.

Om eene verhooging van hunne aanvangswedde te bekomen, beroepen de griffiers der vredegerechten zich op de beginselen welke tot nu toe werden toegepast voor het bepalen van de jaarwedden.

Onder de wet van 16 Februari 1807 werden aan de griffiers toegekend twee derden van de vacatiegelden der vrederechters. Daarenboven mocht de griffier zich belasten met schattingen en met verkooping van roerende goederen.

Toen in 1889 de jaarwedden van de rechterlijke orde werden gewijzigd, kende men aan de griffiers $\frac{34}{55}$ of $\frac{5}{5}$ van de jaarwedden der vrederechters toe.

Het ontwerp, afwijkend van de vroeger aangenomen beginselen, voorziet nog slechts eene verhooging van 400 frank; deze komt niet overeen met de $\frac{2}{5}$, voorzien bij de wet van 1807, en evenmin met de $\frac{5}{5}$ volgens de wet van 1889. Van hun standpunt kwam deze verhouding overeen met den wezenlijken toestand in de rangorde en met de lasten die op den stand drukken.

Voorzeker zijn dit gewichtige beschouwingen die pleiten voor een zekere verhooging ten bate van de griffiers. Toch schenen zij niet afdoende om een amendement in den door de griffiers verlangden zin te billijken.

Er blijft de Commissie niets anders te doen dan de welwillende aandacht van den Minister te vestigen op de wenschen dezer magistraten.

Anders is het gesteld met de bezwaren aangevoerd tegen de bepaling welke den duur van het tijdsverloop voor elke verhooging ten bate van de griffiers en toegevoegde griffiers aanneemt, doch de verhoogingen vermindert van 300 frank tot 250. Dit geeft feitelijk aanleiding tot een ongunstigen toestand voor sommige griffiers, gedurende zekere tijden van hun ambt, vooral voor hen die een groot getal dienstjaren hebben.

Uit de voorbeelden, door de belanghebbenden aangehaald, blijkt dat hunne bezwaren gegrond zijn.

Vroegere regeling (1903) :

$$\text{Na 10 jaren } 2 \times 300 = 600$$

$$\text{Na 15 jaren } 3 \times 300 = 900$$

$$\text{Na 20 jaren } 4 \times 300 = 1,200$$

$$\text{Na 35 jaren } 7 \times 300 = 2,100$$

Volgens het ontwerp :

$$\text{Na 8 jaren } 2 \times 250 = 500$$

$$\text{Na 12 jaren } 3 \times 250 = 750$$

$$\text{Na 15 jaren } 3 \times 250 = 750$$

$$\text{Na 20 jaren } 5 \times 250 = 1,250$$

$$\text{Na 35 jaren } 8 \times 250 = 2,000$$

Blijkbaar weegt de verhooging van 100 frank, door hen verworven na veertig jaren dienst, niet op tegen de vertraagde verhoogingen, zooals deze zijn bepaald door het ontwerp.

Ook heeft de Commissie eenparig voorgesteld, de periodieke verhooging met 300 frank te handhaven.

De boventallige toegevoegde griffiers brengen in, dat zij alleen, onder de beambten van alle besturen, slechts om de twee jaren eene verhooging van 150 frank bekomen.

Toen de Minister van Justie, bij de behandeling van zijne begrooting, dezen maatregel billijkte door deze bewering, dat de boventallige toegevoegde griffiers meer bevordering genieten dan de bedienden der parketten en anderen, kon hij enkel bedoelen den toestand in de groote rechtbanken, waar de bevordering betrekkelijk spoedig volgt en waar de boventallige kan toegevoegde griffier worden na een tiental jaren dienst. Onder deze omstandigheden ware het slechts billijk, hun eene gelijke periodieke verhooging toe te staan als aan de toegevoegde griffiers, namelijk 300 frank om de vier jaren.

Uitgaande van den toestand, welke het gevolg is van de wet van 25 November 1887, waarbij aan de hoofdgriffiers dezelfde jaarwedde als die der raadsheeren werd toegekend, vragen eerstgemelden om hunne bij het ontwerp voorziene jaarwedde te verhoogen met 500 frank.

Hiermede stemde de Commissie niet in; zij is van oordeel, dat een verschil in de jaarwedden van raadsheeren en griffiers gebillijkt is om de redenen uiteengezet in de Memorie van Toelichting.

Zij stemt in met de vraag van de toegevoegde griffiers van het hof van cassatie en van de hoven van beroep, om het woord: « toegevoegde » te doen vervallen. Dit is eigenlijk slechts eene zaak van eigenliefde.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 1^{er}.

Au tableau de l'article premier relatif aux tribunaux de première instance, apporter la modification suivante :

1^{re} classe.

Présidents et Procureur

du roi fr. 10,000

ART. 2.

Modifier cet article comme il suit :

Les augmentations périodiques des traitements des greffiers-adjoints etc. sont fixées à . . 300 francs.

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

ART. 1.

De tabel, voorkomende in het eerste artikel, betreffende de Rechtbanken van eersten aanleg, te wijzigen als volgt :

1^{ste} klasse.

Voorzitters en Procureur

des konings . . . fr. 10,000

ART. 2.

Dit artikel aldus te wijzigen :

De periodieke verhoogingen der jaarwedden van de toegevoegde griffiers, enz. worden bepaald op 300 frank.

Het aldus gewijzigd ontwerp werd door de Commissie met algemeene stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

ALP. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

ALP. HARMIGNIE.